**TERMES DE REFERENCE**

**MISSION D’EVALUATION FINALE DE PROJET**

AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE ET ASSISTANCE EN MATIERE DE SANTE MENTALE POUR LES PERSONNES DEPLACEES VULNERABLES ET LES COMMUNAUTES D'ACCUEIL DANS LE NORD-OUEST DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Pays | République Centrafricaine | Lieu | Bouar, préfecture de la Nana-Mambéré  Bossangoa, préfecture de l’Ouham |
| Financement | GFFO  Code projet : F6A  Ligne budgétaire : PUT503 | Date de l’évaluation | Avril 2021  20 jours de mission et 10 jours pour l’écriture du rapport |
| Suivi mission (responsabilité) | Guillermo LLINAS,  Adjoint Directeur Pays Programmes | Suivi siège (responsabilité) | Manuel VAXELAIRE, Référent Technique Opérationnel Sécurité Alimentaire et Moyens d’Existence (RTO SAME) |

1. Présentation d’Action contre la Faim

Action contre la Faim (ACF), créée en 1979, est une Organisation Non Gouvernementale internationale, à but non lucratif, apolitique et non confessionnelle, opérant dans 45 pays. Action contre la Faim (ACF) est présente sur l'ensemble du territoire centrafricain depuis 2006. Les interventions ont répondu à l'évolution du contexte du pays en ayant une approche d'urgence, de relèvement précoce et de développement basée sur le contexte et les besoins. Des projets sont actuellement en cours dans les communautés urbaines et rurales, ciblant les personnes déplacées internes (PDI) ainsi que les populations hôtes dans les domaines de la nutrition-santé (NS), Santé Mentale et Pratique de Soins (SMPS), Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) et Sécurité Alimentaire et Moyens d’Existence (SAME). Reconnue pour son expertise technique, sa capacité d'intervention d'urgence et sa connaissance du terrain, ACF jouit également d'un bon niveau d'acceptance parmi les bénéficiaires, ce qui favorise la sécurité des équipes déployées sur le terrain. ACF dispose d'un personnel qualifié, international et national, affecté sur 4 bases opérationnelles réparties sur l'ensemble du territoire national : Basse-Kotto, Bangui et Ombella M’Poko, Nana Mambéré (Bouar) et Ouham (Bossangoa).

Conformément à sa mission de sauver des vies en s'attaquant aux déterminants de la faim et de la sous-nutrition, ACF s'efforce d'avoir une approche multisectorielle et intégrée afin de garantir une réponse holistique, adaptée aux besoins des populations affectées par le conflit. Pour ce faire, ACF soutient le dépistage, le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et des maladies infantiles courantes chez les enfants vulnérables de moins de cinq ans, ainsi que les soins de santé reproductive pour les femmes enceintes et allaitantes, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des centres de santé ciblés et sur la complémentarité des approches communautaires fortes. Un certain nombre d'activités EHA sont également mises en place pour améliorer l'accès des populations vulnérables à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement, en mettant l'accent sur la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. De plus, ACF contribue au bien-être psychosocial et à la protection des populations vulnérables en détresse grâce à un soutien psychologique, et travaille à l'amélioration des pratiques de soins aux enfants par des ateliers de psycho-stimulation, des groupes de discussion et/ou des soins individuels. Enfin, les actions d'ACF en matière de SAME visent à améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables tout en soutenant le renforcement de leur stratégie de résilience, par la mise en œuvre de diverses activités de relèvement, de reconstruction et de développement des moyens de subsistance dans des zones stables et l'intégration de l'aide alimentaire dans les mécanismes d'urgence des zones plus critiques. ACF a également mis en place un service d'urgence composé de quatre équipes différentes et chargé de répondre aux besoins urgent en EHA, SAME, SMPS, Nutrition et Articles Ménagers Essentiels (à travers le RRM). ACF est présente à Bossangoa et Bouar depuis de nombreuses années (Bossangoa depuis 2007 et Bouar depuis 2014), s'imposant comme l'un des acteurs majeurs de la région. Au fil des ans, ACF a réalisé de nombreux projets multisectoriels d'urgence et de relèvement / développement en partenariat avec plusieurs bailleurs, renforçant ainsi son expérience, sa technicité et son acceptance par les communautés.

1. Contexte

La RCA est confrontée à une situation humanitaire complexe et fait face de manière récurrente à des conflits internes depuis 2012, entraînant des conséquences humanitaires considérables sur la population. La signature de l’Accord pour la Paix et la Réconciliation (APPR) entre le Gouvernement et 14 groupes armés en février 2019 a suscité de nombreux espoirs et entrainé une baisse du nombre de combats directs entre les groupes armés. Mais cette diminution quantitative est loin d’être synonyme d’apaisement pour la population civile. Dans plusieurs zones du pays, les Centrafricaines et Centrafricains ont continué de subir de brutales attaques et d’être victimes de multiples violations des droits humains. Les violences ont continué de générer de brusques mouvements de population et 1 Centrafricain sur 4 est toujours déplacé, à l’intérieur du pays ou dans un pays voisin. Les dynamiques de déplacements se sont pourtant complexifiées, avec l’augmentation du nombre de retours spontanés de PDI et de réfugiés. L’Aperçu des Besoins Humanitaires 2020 (Humanitarian Needs Overview - HNO) présente une situation alarmante qui continue de se détériorer avec un total de 687 191 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 592 129 réfugiés centrafricains dans les pays voisins. Le nombre de personnes dans le besoin d’une assistance d’urgence est de 1,2 million personnes avec un accès limité ou une absence d’accès à l’eau potable et 70% de la population totale qui n’a pas accès à des installations sanitaires adéquates.

Entre 2019 et 2020 le contexte d’intervention des équipes RRM-GFFO a beaucoup changé : au cours de 2019, jusqu’au début 2020, la plupart des alertes sur lesquelles le RRM-GFFO s’est positionné ont été occasionnées par des mouvements de retour - rapatriements ou par des catastrophes naturelles (inondations, feux de brousse, etc.). Ces interventions ont été menées en coordination avec le UNHCR, et ont été possibles grâce à des accords tripartites signés entre le HCR, le Gouvernement centrafricain et les trois pays voisins que sont le Cameroun, la République Démocratique du Congo et la République du Congo (ces accords visent à établir un cadre juridique et protecteur clair pour faciliter le retour volontaire des réfugiés centrafricains).

Toutefois, 2020 a été marquée par un changement radical dans la nature et dans l’ampleur des chocs, causé par plusieurs facteurs : l’activisme des groupes armées, l’épidémie de COVID-19 qui a occasionné la fermeture des frontières et donc la suspension du programme de rapatriement coordonné par UNHCR, et la transhumance des Peuhles (de plus en plus vers le sud du pays à cause des changements climatiques).

Entre janvier et septembre 2020, 25 alertes ont été partagées par l’équipe ACF-RRM, comparé aux 17 partagées au cours de la même période en 2019, soit une augmentation de presque 50%. Tandis qu’en termes de statut des bénéficiaires, le pourcentage d’alertes concernant des PDI est passé de 20% à 64% (source : données MSA RRM).

Dans ce contexte, les équipes ACF-GFFO ont octroyé une assistance humanitaire dans la plupart des cas à des populations nouvellement déplacées (PDI), en fuite suite à des conflits armés ou à des violences intercommunautaires liées à la transhumance, dans une zone géographique de plus en plus étendue (on estime qu’en RCA 80% du territoire est contrôlé par des groupes armés). A cela s’ajoute les tensions liées aux élections prévues en décembre 2020: plusieurs cas d’agressions et vols perpétrés par les groupes armés ont été enregistrés dans la zone ACF, afin d’empêcher l’enrôlement des électeurs par les agents de l’ANE (agence national des élections).

En 2020 toujours, les mesures prises par le gouvernement centrafricain en réponse à la pandémie de COVID-19, notamment l’interdiction des foires et des regroupements de plus de 15 personnes, ont conduit Action contre la Faim à mettre en suspens ses activités sur ce projet d’avril à septembre. La reprise des activités s’est faite avec une plus grande flexibilité dans les modalités de délivrance de l’aide alimentaire, en accord avec GFFO.

1. PRESENTATION DU PROJET A EVALUER

* **Intitulé** : « Aide alimentaire d'urgence et assistance en matière de santé mentale pour les personnes déplacées vulnérables et les communautés d'accueil dans le nord-ouest de la République centrafricaine »
* **Dates du projet** : mai 2019 à avril 2021 (23 mois)
* **Budget total** : 2 672 222 EUROS (dont 272 222 EUROS de cofinancement par Action contre la Faim) financé par le German Federal Foreign Office (GFFO)
* **Population ciblées par le projet**: 52 000 personnes, soit environ 10 400 ménages, ayant subi un choc récent bénéficiaires d’une assistance alimentaire dont 6,860 personnes bénéficiaires d’une assistance en santé mentale et pratiques de soins.
* **Impact**: réduction de la morbidité et de la mortalité des populations les plus vulnérables et amélioration de l'accès aux services de santé psychosociaux dans le nord-ouest de la RCA
* **Effet**: amélioration de la situation nutritionnelle immédiate et le bien-être des populations les plus vulnérables touchées par le conflit dans le nord-ouest de la République centrafricaine en fournissant une aide alimentaire et psychologique.
* **Résultat 1** : 52 000 personnes ont un accès amélioré a la diversité alimentaire (sécurité) ayant accès à l'aide alimentaire d'urgence.
  + Activité 1.1 : préparation de l'assistance alimentaire; sessions de sensibilisation sur les avantages nutritionnels de la diversité alimentaire
  + Activité 1.2 : mise en œuvre de l'assistance alimentaire d'urgence
  + Activité 1.3 : suivi et évaluation
* **Résultat 2**: l'état psychologique de 6,860 personnes touchées par la crise s'est amélioré tout en renforçant leur capacité de résilience.
  + Activité 2.1 : formation aux premiers secours psychologiques pour 372 personnes clés de la communauté et animation d'un réseau de stagiaires de la PSP.
  + Activité 2.2 : organisation de séances de psychoéducation (environ 13 personnes/session) pour les enfants de plus de 6 ans et les adultes.
  + Activité 2.3 : soutien psychologique individuel et/ou collectif aux enfants les plus vulnérables à partir de 6 ans et aux adultes en détresse psychologique (5,080 personnes)

1. Objectifs de l’évaluation

* **OBJECTIF GLOBAL**

Dans le cadre de son contrat avec le GFFO, une évaluation externe en cours de projet a été planifiée en vue d’obtenir une appréciation externe et objective des activités réalisées et de l’avancement des résultats. Cette évaluation prévue au premier trimestre 2020 n’a pu avoir lieu suite à la pandémie de COVID-19.

L’évaluation étudiera donc en fin de projet l’impact des activités d’assistance alimentaire d’urgence et de soutien psychosocial intégrées au mécanisme RRM. Dans un second temps, dans la mesure où le transfert monétaire comme outil de réponse humanitaire d’urgence est relativement peu utilisé en RCA, elle portera sur la pertinence des modalités employées et de l’intégration des communautés au cours du projet. Un accent sera mis sur les différents impacts des distributions faites sous forme de foires alimentaires, de distribution d’espèce ou de distributions en nature. Action contre la Faim capitalisera sur cette évaluation afin d’ajuster ses interventions d’urgence dans le Nord-Ouest de la RCA.

* **OBJECTIFS SPECIFIQUES**

L’objectif général de l’évaluation se déclinera à travers plusieurs objectifs spécifiques formulés sous la forme d’axes stratégiques (listés ci-dessous). Si les critères DAC serviront de référence à l’évaluation finale, l’évaluateur devra répondre plus spécifiquement aux questions suivantes et établir des recommandations :

* + - **Approche communautaire et assistance alimentaire** : il s'agit de déterminer si la participation des populations a été active et efficiente tout au long des interventions et si la réponse alimentaire et psychosociale reste pertinente par rapport aux besoins des populations cibles.

Existe-t-il des impacts négatifs (notamment création de tensions entre différents groupes) liés à la mise en œuvre des activités ? Dans quelle mesure l’approche communautaire peut être renforcée ? Dans quelle mesure l’analyse « ne pas nuire » peut également être renforcée ? Les activités mises en œuvre, et les modalités choisies (y compris au niveau du ciblage) ont-elles eu un impact (positif/négatif/neutre) sur les dynamiques de genre et la protection des populations cibles?

* + - **Analyse de marché et méthodologie employée** : il s’agit d’évaluer la pertinence des modalités d’intervention retenues (foire alimentaire avec utilisation de coupons monétaires, distribution d’espèces et distribution en nature) et de la sélection des fournisseurs partenaires. Les outils et la méthodologie seront évalués.

Les interventions ont-elles eu un impact sur le marché à court, moyen et long termes ? Si oui, quel est l’impact du projet sur le marché local (y compris la possibilité d’une distorsion prolongée des prix) ? Quel devrait être le système de suivi à mettre en place au niveau de ce marché local dans le contexte d’un projet mobile et d’urgence ? Existe-t-il des impacts négatifs (notamment création de tensions entre différents groupes) ?

* + - **Effet communautaire et à long terme du soutien psychosocial** : il s'agit de comprendre si l’amélioration de l’état psychologique des personnes prises en charge, constatée à la fin de l’intervention psychosociale, se maintient dans le temps ; si les populations impliquées ont apprécié l’intervention et si suite à cela des initiatives de groupe d’auto-soutien, ou autre forme de support communautaire, se sont mises en place spontanément.

Dans quelle mesure l’approche proposée pourrait être améliorée ? le ciblage pour la prise en charge des personnes en détresse a-t-il été compris et apprécié ? Pourrait-il être amélioré ? Les activités proposées ont-elles eu un impact (positif/négatif/neutre) sur le bien-être des populations au-delà de l’amélioration des symptômes traumatiques, d’anxiété et dépression ? Ont-elles eu d’autres effets inattendus (par ex. effets positifs sur la cohésion sociale, réduction des addictions, etc.)? Les activités proposées se sont-elles poursuivies spontanément après la fin du cycle de prise en charge ? La durée, la fréquence et les modalités de séances proposées ont-elles été appréciées par les participants ? L’approche psychosociale a-t-elle été appréciée par les communautés ?

* + - **Coordination interne et externe** : il s’agit d’évaluer la coordination avec les autorités locales et les autres ONG, dont le PAM, présentes dans la zone d'intervention (externe). Il s’agit également d’évaluer le degré de coordination entre les équipes RRM d’Action contre la Faim (interne).

Quel a été l’impact (négatif/positif/neutre) de la coordination interne et externe sur les activités et l’assistance alimentaire ? De quelle manière la coordination interne et externe peut-elle être améliorée ?

* + - **Répartition des rôles et responsabilités entre les membres de l’équipe programme nationale :** il s’agit de déterminer et d’évaluer le fonctionnement de l’équipe programme nationale dans la répartition des rôles et des responsabilités dans la mise en œuvre des interventions.

Quels ajustements devraient être faits dans le fonctionnement de l’équipe programme pour en maximiser l’efficacité et l’efficience des activités?

* + - **Gestion du risque sécuritaire et fraude** : il s’agit de déterminer quelles ont été les risques sécuritaires et de fraude rencontrés lors de la première phase de mise en œuvre du projet (à toutes les étapes d’une intervention) et quel a été leur impact.

Dans quelle mesure la gestion du risque sécuritaire et de fraude peut être améliorée ?

Le consultant est libre de proposer des questions supplémentaires qu’il estime pertinentes dans sa proposition technique.

1. Méthodologie

La méthodologie est laissée à l’initiative du consultant et fera partie intégrante de sa proposition technique. Elle fera l’objet d’une discussion ouverte puis d’une validation par le département SAME de la mission RCA. Elle devra inclure à minima :

* Des échanges initiaux puis réguliers avec le RTO SAME régional au siège, la RTO SMPS, le DPA, l’Adjoint Directeur Pays Programmes en RCA, le/la Responsable Programme, le/la CT à Bossangoa et tout autre membre pertinent de l’équipe ACF (siège et terrain).
* Revue des données secondaires (documents contextuels et documents de projets).
* Rédaction d’un rapport de démarrage qui détaillera plus avant la méthodologie et affinera les questions relatives aux TDR et à la proposition technique.
* Rencontre avec les acteurs clés en capitale (partenaires RRM, UNICEF, membres des clusters, GT cash, etc.)
* Sur les zones d’intervention du projet (Bossangoa et Bouar) :
  + Échanges avec les équipes programme et support Action contre la Faim
  + Rencontres avec les autorités administratives
  + Rencontres avec les autorités coutumières
  + Rencontres avec d’autres intervenants
* Interviews semi-structurées, visites des sites et focus group avec les bénéficiaires du programme (ménages bénéficiaires et fournisseurs) et les familles d’accueil.
* Exploitation des bases de données ACF, notamment des PDM (post-distribution monitoring).
* Analyse et débriefing : présentation des résultats et des conclusions préliminaires de l’évaluation finale.
* Rédaction et envoi du rapport provisoire au siège et à la mission.
* Rédaction du rapport final après le retour du siège et de la mission sur le rapport provisoire et le débriefing au siège (cf. livrables).

1. PROCEDURES, Matériel et moyens logistiques

* **CONDITIONS DE SECURITE**

La RCA se caractérise par un contexte sécuritaire extrêmement volatile. Opérer en RCA exige donc l’application de règles de sécurité strictes, auxquelles le consultant sera soumis (qui pourront varier en fonction de la zone géographique). Le/la consultant(e) s’engagera à prendre connaissance et à respecter les mesures détaillées dans le plan de gestion de la sécurité des zones dans lesquelles il/elle se rendra, qui lui seront remises à son arrivées.

*ACF se réserve le droit de suspendre de façon temporaire ou permanente la réalisation de cette consultance pour des questions de sécurité. En cas de suspension définitive, le consultant ne pourra facturer que les jours de travail effectués après la signature du contrat et de façon proportionnelle au budget présenté et en lien avec le chronogramme. Les dépenses réalisées dans le cadre de cette consultance pourront être remboursées sous présentation de facture et justification acceptée par ACF.*

* **CONDITIONS DE VIE**

Le/la Consultant(e) sera logé(e) à Bangui, Bouar et Bossangoa dans la maison du personnel expatrié d’Action contre la Faim. Les conditions sécuritaires sur le terrain sont plus difficiles/volatiles et exigent le respect de règles de sécurité plus restrictives, notamment en termes de couvre-feu.

* **ARRANGEMENTS LOGISTIQUES**

Le/la Consultant(e) aura accès à un espace de travail, Internet et une imprimante (l’ordinateur n’est pas fourni par l’organisation). Des véhicules seront mis à disposition du Consultant aussi bien à Bangui que sur le terrain (les véhicules doivent répondre à un certain nombre de standards de qualité et sécurité qui n’autorisent pas une location directe par le/la Consultant(e)).

Action contre la Faim mettra à la disposition du/de la consultant(e) un téléphone avec du crédit.

Action contre la Faim prendra en charge la réservation de vols UNHAS pour les déplacements terrain[[1]](#footnote-1). Action contre la Faim n’est pas responsable de l’évacuation du/de la Consultant(e) hors du pays (ACF prend toutefois en charge l’évacuation du terrain vers la capitale). Le/la Consultant(e) sera responsable des assurances pour sa mission : santé et rapatriement notamment. Action contre la Faim demandera une attestation d’assurances lors de la signature du contrat.

Aucune donnée ne pourra être utilisée par le/la Consultant(e) concernant cette étude sans l’autorisation écrite d’Action contre la Faim pour une durée de 5 ans. Le/la Consultant(e) agissant en tant que prestataire, il/elle veillera à se présenter en tant que tel pour tous les entretiens tenus dans le cadre de la consultance.

Le/la Consultant(e) s’engage à respecter immédiatement toute instruction sécuritaire spécifique venant d’Action contre la Faim et basée sur son analyse sécuritaire et sa connaissance de la zone et des acteurs de celle-ci. En cas d’incident rencontré dans le cadre de la consultance, le/la Consultant(e) s’engage à contacter le plus rapidement possible Action contre la Faim.

1. LIVRABLES

* Une proposition technique révisée suite aux commentaires d’ACF.
* Rédaction d’un rapport en Français intégrant :
  + 1 résumé exécutif (3-4 pages max)
  + 1 rapport narratif (max 30-40 pages)
  + 1 tableau récapitulatif avec les principales conclusions, recommandations, leçons apprises.
  + Les annexes techniques : Contiendront les détails techniques de l’évaluation, ainsi que les termes de référence, les modèles de questionnaires, check list et canevas d’entretiens, éventuels tableaux ou graphiques, les références et autres sources, personnes et institutions contactées).
* Présentation Power Point de restitution

L’ensemble des documents devra être produit en langue française, et suivre la charte graphique d’Action contre la Faim (table de matière, présentation des figures, police, couleurs, etc.) qui sera mise à la disposition du consultant.

1. Chronogramme de l’évaluation

Date de démarrage souhaitée : 01/04/2021

Durée de la consultance : 30 jours

Le/la consultant(e) s’engage à intégrer dans son planning un temps de briefing sur le terrain ainsi qu’à un débriefing sur base et en coordination. Dans la mesure du possible, un débriefing au siège doit aussi être incorporé au planning. A minima, le planning devra intégrer les étapes présentés dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Etape | Description | Durée (jours) |
| Etape 1 | Préparation et analyse documentation et briefings\* | 10 jours |
| Etape 2 | Travail terrain | 15 jours |
| Etape 3 | Analyse et rapportage | 5 jours |

\* Compte tenu de la situation sanitaire liée au COVID-19, il sera souhaitable qu’une partie de ces jours soient prévus sur place à Bangui au cas où les restrictions de quarantaine de 7 jours restent en vigueur dans le pays au moment du déroulement de l’évaluation finale.

1. Budget

15 000 € incluant un billet d’avion international aller-retour et deux billets pour les vols internes sur les bases à la charge du consultant. Le budget détaillé sera fourni par le consultant dans le cadre de la proposition financière. Ce budget détaillé devra inclure le billet d’avion, visa, assurance et autres frais liées au déplacement comme les test PCR. Action contre la Faim fournit le logement, facilite la réservation des vols UNHAS et fournit le transport sur place (voiture). La proposition financière devra inclure des frais de personnel pour les enquêteurs/traducteurs, ainsi que les per diem du consultant pendant sa visite sur le terrain.

1. candidature

* **PROFIL RECHERCHE**

Formation et qualification : études supérieures en économie/évaluation/développement rural/agronomie– au moins Bac +4 ou équivalent.

Expérience professionnelle générale :

* Au moins 3 ans en gestion de projets ou programmes humanitaires de réponse à l’urgence et/ou de développement rural
* Au moins 3 ans en évaluation de projets ou programmes humanitaires de réponse à l’urgence et/ou de développement rural
* Expertise prouvée d’évaluation de projet

Expérience professionnelle spécifique

* Connaissance de l’Afrique Centrale ; connaissance du contexte centrafricain est un atout fort
* Connaissance des domaines de mécanismes de réponse rapide / sécurité alimentaire / relance agricole / Caisse de résilience / Economie rurale / aide aux déplacées internes
* Connaissance des dynamiques de marchés en Afrique centrale, expérience avérée en analyse des marchés ruraux
* Connaissance des approches communautaires pour la mise en œuvre des projets
* Connaissance des projets de santé mentale et pratiques de soin est un atout

Qualités requises :

* Avoir de très bonnes capacités analytiques et synthétiques
* Avoir de très bonnes capacités rédactionnelles
* Etre en bonne santé
* Etre respectueux vis-à-vis des coutumes locales
* Avoir un esprit ouvert et tolérant
* Etre prêt à évoluer et travailler dans des conditions sécuritaires volatiles

Langues : français, maitrise du sango est un atout

* **PROCEDURE DE CANDIDATURE**

Les personnes intéressées devront présenter:

Une offre technique comprenant :

* La compréhension des enjeux de l’étude et des TDR : développement d’une problématique et formulation de questions auxquelles l’offre propose de répondre
* La méthodologie et outils proposées
* Le chronogramme présentant les détails pour la réalisation de chacune des phases d’évaluation. Le planning proposé devra inclure un temps de briefing et de débriefing sur la mission, et au siège dans la mesure du possible.
* Une offre financière comprenant un budget détaillé par rubriques (honoraires, autres coûts, billets d’avion…) en détaillant ce qui est inclus dans l’offre et/ou ce qui sera à la charge d’Action contre la Faim.
* Un CV actualisé
* Un exemple d’études similaires
* Références
* Un document attestant du statut juridique ou administratif du consultant/du cabinet (enregistrement au registre du commerce, extrait K-Bis, document d’identification fiscale…suivant le pays de rattachement)

Offre à soumettre au plus tard le 10/03/2021 à l’ensemble des contacts suivants : **mvaxelaire@actioncontrelafaim.org, adpprog@cf-actioncontrelafaim.org, logco@cf-actioncontrelafaim.org**

1. Document de référence

Envoyés pour la préparation de l’offre :

* Proposition de projet et Cadre logique
* Documents du projet (rapports d’activités des partenaires, compte rendu réunion de suivi, etc.)
* Etudes techniques ou thématique

1. Idéalement les déplacements entre les bases seront effectués en voiture pour évaluer l’état des routes et les options de marché sur les villages traversés, ce qui apporterait un réel plus à la compréhension du système de marché de la zone (selon les règles sécuritaires et la disponibilité des véhicules). En cas de réservation de vol intérieur, ACF se propose de s’occuper de la réservation du billet auprès d’UNHAS et de remettre au consultant les ordres de missions nécessaires à son voyage. Le coût de la réservation sera déduit du paiement de la prestation au consultant. [↑](#footnote-ref-1)